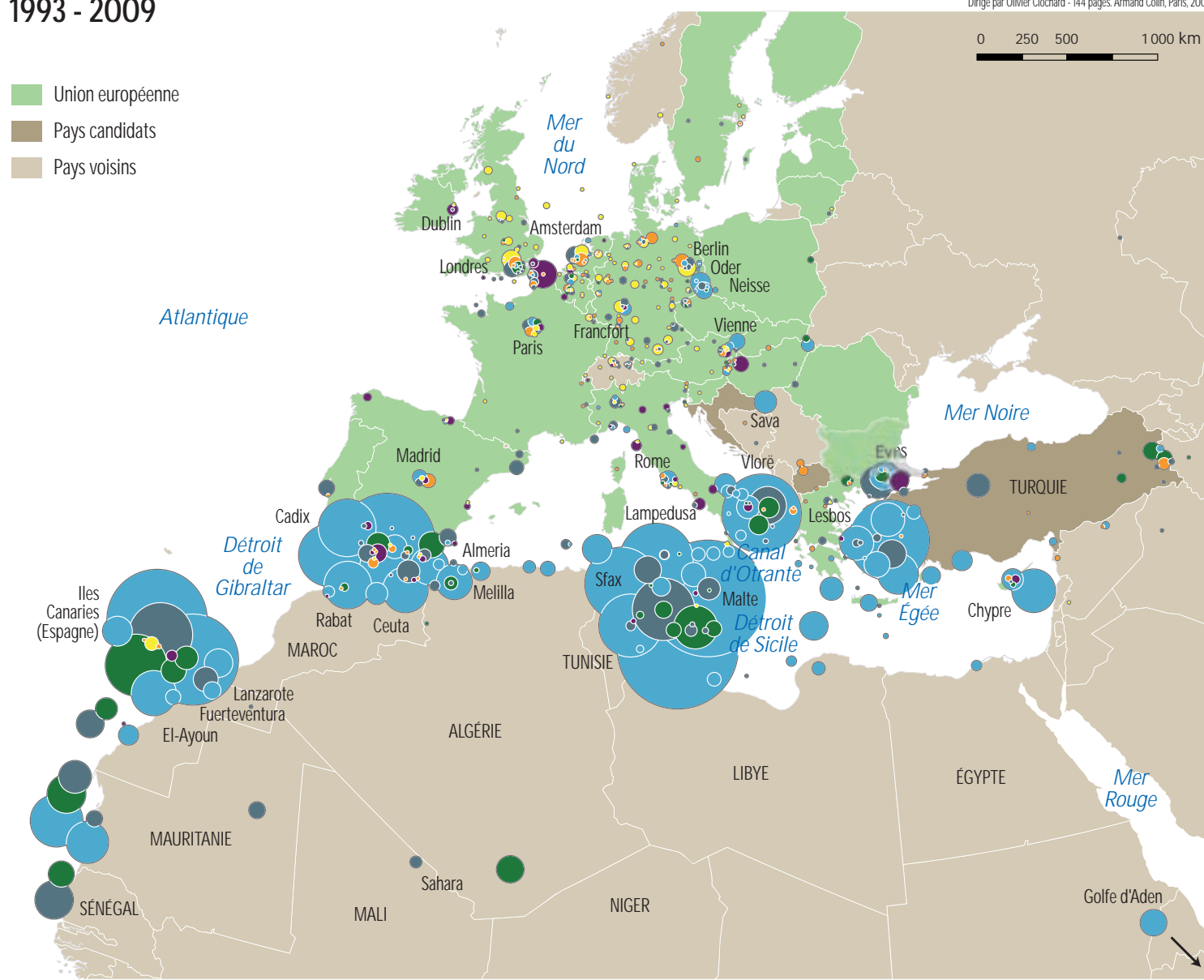
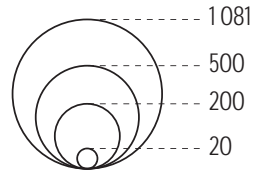


NOMBRE DE MIGRANTS DÉCÉDÉS AUX PORTES DE L'EUROPE 1993 - 2009

- Union européenne
- Pays candidats
- Pays voisins



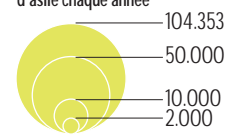
Nombre de morts (janvier 1993 - avril 2009)



Causes des décès

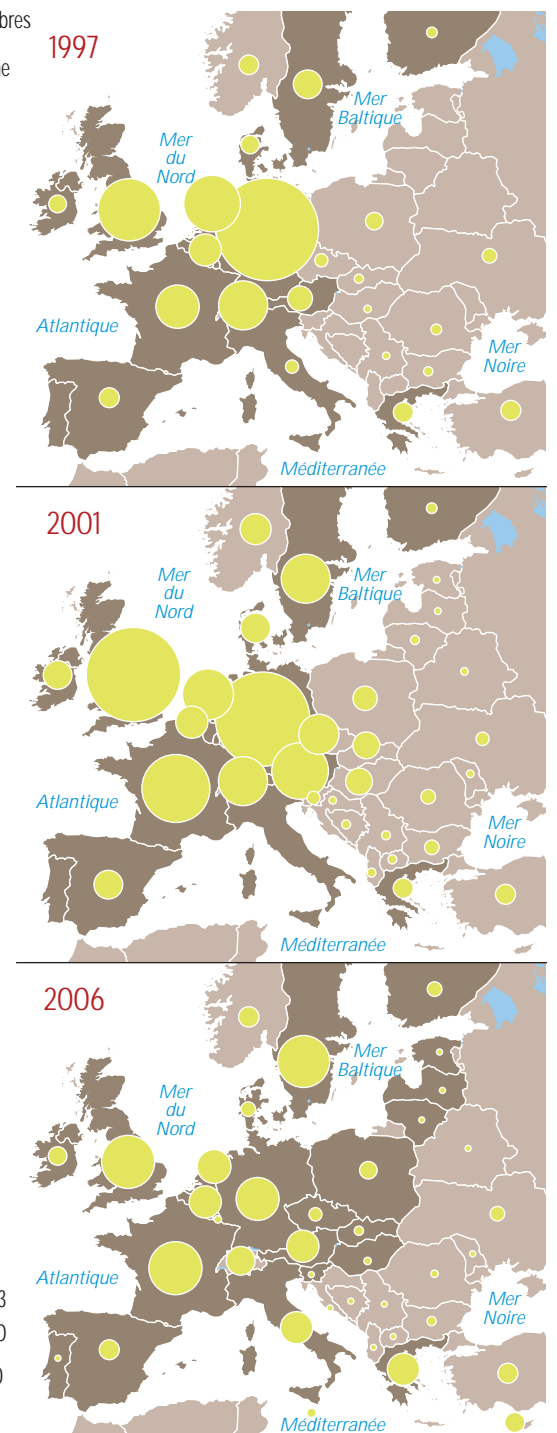
- Noyade
- Asphyxie
- Incendie criminel, homicide, absence de soins
- Suicide
- Mort de faim ou de froid
- Empoisonnement, champ de mine, accident, autre

Nombre de demandeurs d'asile chaque année



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'ASILE DANS LES PAYS EUROPÉENS

Pays membres de l'Union européenne



Union européenne / Des migrants déportés illégalement en Turquie par Athènes

La Grèce, porte close de l'Europe

Tir groupé sur la manière dont l'Union européenne, et plus particulièrement la Grèce, traitent les migrants. Tant l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch que le réseau Migreurop, qui regroupe une quarantaine d'associations de treize pays européens, critiquent fortement la manière dont la Grèce expulse de façon illégale des candidats à la migration et à l'asile.

Lors de larges opérations policières entre juin et août dernier, les autorités grecques ont arrêté des centaines de migrants à travers le pays. Des mineurs non accompagnés ont été pris dans ces rafles ainsi que des demandeurs d'asile. Tous ont été transférés dans des camps de détention dans le nord du pays, près de la frontière turque. Là, durant des opérations nocturnes secrètes, la police grecque a repoussé des migrants, probablement des centaines, de l'autre côté de la frontière turque.

Plusieurs migrants ont raconté comment ils ont été forcés de traverser la rivière Evros jusqu'à la rive turque. Là, les autorités turques les ont renvoyés, notamment vers l'Afghanistan.

« Les expulsions illégales pratiquées par la Grèce ont atteint un nouveau niveau, dénonce Simo-

ne Troller, chercheuse chez Human Rights Watch. Clairement, des personnes ayant besoin de protection ne sont pas en sécurité en Grèce ». L'Union européenne, poursuit-elle, devrait faire pression sur le gouvernement grec récemment élu pour qu'il mette fin aux détentions abusives et aux expulsions sommaires de migrants, et à réformer ce mauvais système national d'asile.

« En Grèce, explique de son côté

Sara Prestani, de Migreurop, seuls 0,04 % des demandeurs d'asile obtiennent le statut de réfugié. Or nous sommes rendu compte que Lampedusa, qui était le principal point d'entrée des candidats migrants en Italie a vu, suite aux décisions illégales prises par le gouvernement Berlusconi, le nombre des arrivées chuter. C'est dramatique, car 50 % des migrants de Lampedusa qui demandaient l'asile politi-

que obtenaient finalement le statut de réfugié. Les candidats migrants se sont donc détournés vers d'autres routes, souvent plus dangereuses, et notamment la Grèce ».

Migreurop vient de sortir un premier rapport annuel intitulé « Les frontières assassines de l'Europe » qui, selon Claire Rodier, dénonce l'hypocrisie de l'UE « qui prône de grands principes mais ne les applique pas ».

Migreurop publie également aux éditions Armand Colin un « Atlas des migrants en Europe, géographie critique des politiques migratoires » qui dresse un bilan critique des politiques prises par l'Union européenne pour « réguler », (c'est-à-dire la plupart du temps décourager) les flux migratoires. Nous publions ci dessus quelques cartes particulièrement éclairantes, issues de cet ouvrage. ■

VÉRONIQUE KIESEL

L'ESSENTIEL

- Depuis 1988, au moins 14.000 personnes tentant d'arriver en Europe sont mortes.
- La Grèce multiplie les expulsions illégales.
- Il revient à l'UE de faire appliquer les règles internationales.

Le téléphone au rabais rabote l'émigration

DOUALA (CAMEROUN)
CORRESPONDANCE

Grâce au téléphone, Sylvie Ngo Tama, une Camerounaise résidant à Genève depuis 11 ans, est au centre de la vie sociale de sa famille dispersée en Afrique et en Europe. Contactée par sa mère depuis Douala, elle a pu résoudre par téléphone un problème qui empoisonnait la vie de son petit frère et de sa femme qui résident au Gabon. « Tout se passe un peu comme si elle était ici ! », lance, soulagée, Marie-Michèle Ngue, l'une de ses nièces qui habite à Douala.

Comme de nombreux immigrés africains, Sylvie ne se sépare jamais de ses deux téléphones portables : l'un pour les appels locaux, l'autre pour appeler l'Afrique. Il y a dix ans, elle dépensait 20 francs suisses (environ 13 euros) pour télépho-

ner 10 minutes au Cameroun. Aujourd'hui, avec la même somme, elle appelle plus d'une heure au pays.

Partout en Europe, les services de téléphonie à prix réduits vers l'Afrique se sont développés avec des tarifs en moyenne cinq fois moins élevés qu'il y a quelques années. Dans l'autre sens, en Afrique, les prix des appels internationaux sont deux à trois fois moins élevés.

Le soutien des proches

Cette proximité permet aussi aux immigrés d'être en permanence soutenus par leurs proches. Nadège Dzoualy, une étudiante camerounaise en master à l'Université de Genève, vit par exemple très mal les discriminations et le manque de solidarité. Sans le réconfort de ses parents, qu'elle appelle au moins deux fois par semaine,

la vie en Europe serait intenable pour elle. « Quand j'entends leurs voix, ça me rassure, et ça m'aide à supporter la vie ici », avoue-t-elle.

Les expatriés sont au courant des réussites professionnelles des proches restés au pays, ce qui incite certains à revenir. « J'ai décidé de rentrer cette fin d'année pour ouvrir un magasin de vêtements à Yaoundé », confie Adéline Moting. « On est mieux chez soi », insiste-t-elle, faisant allusion aux comportements racistes dont les Africains sont souvent victimes en Europe. Vendeuse dans un magasin de prêt-à-porter de Genève, elle est aujourd'hui moins fortunée que certaines de ses amies restées au pays. À ses frères et sœurs, elle ne cesse de répéter au téléphone que l'Europe n'est pas l'Eldorado, que la vie y est très chère et qu'il est difficile d'acheter en

quelques années de travail un duplex comme on peut le faire au pays.

De son côté, Sylvie parle souvent à sa famille de ses problèmes d'impôts, des factures élevées, des tracasseries d'ordre professionnel, etc. « Du coup, pour nous, voyager n'est plus un impératif », résume Marcelle Sonia, une autre de ses nièces régulièrement informée, au Cameroun, des déboires de sa tante expatriée.

Dans un article sur les immigrés en France publié fin 2002, Dana Diminescu, attachée de recherche à la Maison des Sciences de l'homme à Paris, expliquait déjà que les migrants ne correspondaient plus à l'image du déraciné, mais plutôt à « un modèle d'électron libre qui, grâce aux nouvelles technologies de communication, se déplace sans se détacher de son atome social ». ■

ETIENNE TASSÉ (InfoSud)